

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**ATELIER FANDC "RECOURIR À L'ANALYSE ÉCONOMIQUE POUR
ÉCLAIRER LA PRISE DE DÉCISIONS DANS LE DOMAINE SPS"
GENÈVE, 30 OCTOBRE 2009**

NOTE D'INFORMATION ET PROJET D'ORDRE DU JOUR

Note du Secrétariat¹

Introduction

1. Conformément à son mandat qui consiste à échanger les données d'expérience et à diffuser les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS tant du point de vue des fournisseurs que de celui des bénéficiaires, le FANDC prévoit d'organiser un atelier à Genève, le 30 octobre 2009, sur le recours à l'analyse économique pour éclairer et améliorer la prise de décisions dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux (mesures sanitaires et phytosanitaires ou SPS). Le présent document donne des informations générales sur les objectifs et la portée de l'atelier et contient un projet d'ordre du jour provisoire (voir l'annexe).

Objectifs de l'atelier

2. Le soutien et l'engagement politiques sont essentiels pour faire en sorte que des ressources appropriées soient disponibles pour la surveillance des risques SPS potentiels et la mise en œuvre des mesures SPS. Cependant, il arrive souvent que les ressources soient fortement limitées dans certains pays du fait de priorités concurrentes et de contraintes financières. Dans certains cas, c'est seulement après qu'un incident majeur concernant la sécurité sanitaire de produits alimentaires est survenu ou après qu'une maladie animale ou un parasite des végétaux a fait son apparition – et que des ressources considérables ont été dépensées pour y remédier – que l'attention se porte sur les avantages et les économies que permet l'amélioration des systèmes et capacités SPS sur le plan de la prévention de ces phénomènes.

3. Cet atelier a pour objet de permettre de partager les données d'expérience de pays et d'organisations qui ont eu recours à l'analyse économique pour étayer la prise de décisions dans le domaine SPS. L'objectif poursuivi est de démontrer de quelle manière l'analyse économique peut dégager des informations qui sont utiles pour améliorer la prise de décisions dans le domaine SPS et renforcer l'efficacité et l'utilisation rationnelle des ressources disponibles. Ce faisant, l'atelier montrera pourquoi il est avantageux sur le plan économique d'investir dans des améliorations des systèmes et capacités SPS, ce qui contribuera à obtenir un soutien de haut niveau pour le renforcement des capacités SPS, y compris l'attribution des ressources requises.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

4. Les objectifs spécifiques consisteront à:
- i) présenter des données de recherche et d'expérience sur le recours à l'analyse économique pour étayer la prise de décisions dans le domaine SPS, y compris de décisions sur la question de savoir où attribuer les ressources. On abordera les incidences potentielles de l'apparition de parasites/maladies et les coûts de la prévention et de la lutte par rapport aux coûts de la gestion des phénomènes, ainsi que les bénéfices escomptés des investissements dans les capacités SPS en termes de santé humaine et de commerce;
 - ii) partager des informations sur les outils et approches pratiques pour incorporer l'analyse économique dans la prise de décisions dans le domaine SPS;
 - iii) identifier les défis que constituerait un recours accru à l'analyse économique pour éclairer les décisions dans le domaine SPS dans les pays en développement, et chercher des solutions possibles.

Aperçu des données de recherche disponibles et portée des travaux qui seront présentés

5. Plusieurs organisations et pays ont appliqué l'analyse économique dans le domaine SPS et d'autres travaux sont en cours. Par exemple, l'OIE a récemment achevé une étude approfondie – axée sur les maladies animales transfrontalières en Argentine, au Viet Nam, au Nigéria et en Roumanie – qui conclut que les coûts de la prévention des principales maladies animales sont considérablement inférieurs à ceux qui sont associés à la gestion des épidémies, et que le ratio avantage/coût de l'investissement dans la prévention par opposition à la lutte contre les maladies est élevé.² Cette étude a montré que des investissements de quelque 157 millions de dollars EU supplémentaires chaque année pendant 15 ans dans les améliorations dans le domaine de la santé animale en Amérique latine génèrent une valeur actuelle nette de 1,9 milliard de dollars EU, tandis qu'en Asie, les programmes d'éradication de la fièvre aphteuse génèrent des avantages en termes d'amélioration des échanges et de l'accès aux marchés d'une valeur sept fois supérieure à l'investissement.

6. Une étude de suivi de l'OIE³, financée par la Banque mondiale et la Commission européenne, estime les coûts des services vétérinaires opérationnels en "temps de paix", en se concentrant sur les coûts des mécanismes de surveillance et de prévention, de détection précoce et de réponse rapide, par rapport aux coûts de situations de crise sanitaire due à des épidémies de maladies animales qui n'ont pas fait l'objet d'une prévention. Ce travail comprend des études de cas approfondies du Costa Rica, de la Mongolie, du Maroc, de l'Ouganda, de la République kirghize, de la Roumanie, de la Turquie, de l'Uruguay et du Viet Nam. En outre, la FAO participe à des travaux visant à évaluer l'impact économique de la lutte contre la fièvre aphteuse et de son éradication en Asie⁴ et mène une analyse économique visant à identifier à quel stade de la chaîne de valeur du secteur de la volaille les interventions ciblant la grippe aviaire sont les plus rentables.

² OIE. 2007. *Prevention and control of animal diseases worldwide. Economic analysis – Prevention versus outbreak costs*. Rapport final, partie 1. Soumis par Civic Consulting – Agra CEAS Consulting. Septembre 2007.

³ Cette étude de suivi fait actuellement l'objet d'un examen par les pairs. Elle sera publiée durant l'été 2009.

⁴ T.F. Randolph, B.D. Perry, C.C. Benigno, I.J. Santos, A.L. Agbayani, P. Coleman, R. Webb & L.J. Gleeson. 2002. *The economic impact of foot and mouth disease control and eradication in the Philippines*. Rev. sci. tech. Off. int. Epiz., 2002, 21 (3), 645-661 (disponible à l'adresse: <http://www.oie.int/boutique/extrait/32randolph.pdf>). Une autre recherche sur ce sujet a été publiée par la suite par Benigno.

7. L'analyse économique a également été appliquée dans le domaine de la préservation des végétaux. Par exemple, les membres de l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA) ont décidé d'investir des ressources pour prévenir l'introduction éventuelle d'un parasite dans la région sur la base d'une analyse *ex ante* du rapport coûts/avantages de la lutte contre la cochenille rose, menée par le Service bélizien de protection zoosanitaire et phytosanitaire (BAHA).⁵ Une autre étude de l'incidence des investissements dans la lutte contre la mouche des fruits dans 17 pays de la région Asie-Pacifique, récemment achevée par le Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR), a montré un rapport général avantages/coûts de plus de 5 pour 1 pour l'investissement total et un taux interne de retour sur investissement de 33 pour cent.⁶

8. Dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, des recherches ont été menées sur les coûts du programme danois de surveillance et de lutte contre les salmonelles et sur les avantages en termes de santé publique et de commerce. Le Service de la recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis a entrepris des travaux considérables sur les coûts et les avantages de la mise en œuvre du système HACCP et des programmes de réduction des agents pathogènes. D'autres travaux sont en cours, par exemple aux Pays-Bas et dans le cadre de l'initiative engagée par l'OMS pour estimer la charge mondiale des maladies d'origine alimentaire, afin de dégager des informations sur le coût économique de ces maladies. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) mène des recherches sur l'élaboration de stratégies rentables de lutte contre les maladies d'origine alimentaire pour des producteurs de taille différente, y compris de stratégies axées sur les pratiques agricoles, et des aspects de répartition différents.

9. D'autres travaux ont visé à élaborer des méthodologies et des cadres pour orienter les décisions sur les investissements dans le domaine SPS et/ou l'attribution des ressources en général. Par exemple, un projet FANDC (STDF 20) a consisté à établir une méthodologie pour étayer la prise de décisions en matière d'investissement dans le renforcement des capacités SPS, sur la base principalement des résultats à l'exportation.⁷ Des travaux sont en cours au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et au Cambodge dans le cadre du projet STDF 246 pour évaluer les coûts et les avantages dans certaines chaînes de valeur. Le Ministère de l'agriculture et des forêts de la Nouvelle-Zélande a établi un modèle économique pour une répartition efficace des ressources destinées à la surveillance.⁸

10. L'atelier FANDC permettra de présenter les constatations de certaines des recherches susmentionnées, et d'en tirer des enseignements et des données d'expérience pratiques pour les pays en développement qui souhaitent avoir recours à l'analyse économique pour améliorer l'attribution des ressources et la prise de décisions en matière d'investissement. Les exposés apporteront un éclairage sur les types de méthodologies qui peuvent être utilisés (par exemple, une analyse du rapport coût/avantage, une analyse de la rentabilité ou une analyse multicritères), ainsi que sur les exigences et les problèmes auxquels seraient confrontés les pays en développement désireux d'adopter ces approches. Les exposés abordant la question des rendements escomptés des investissements dans les systèmes SPS partiront du principe qu'il est nécessaire de satisfaire à certaines exigences minimales

⁵ BAHA. Mars 2003. *Cost Benefit Analysis for the Pink Hibiscus Mealybug Biological Control Program in Belize*.

⁶ Lindner B. et McLeod P. 2008. *A review and impact assessment of ACIAR's fruit-fly research partnerships, 1984–2007* (disponible à l'adresse: www.aciar.gov.au/publication/IAS56).

⁷ Henson, Spencer. 2009. *STDF. Independent external evaluation of STDF 20 by Spencer Henson for the Standards and Trade Development Facility (STDF)*.

⁸ Prime Consulting International / Nimmo.-Bell Company. Juin 2002. *An Economic Model for Efficient Resource Allocation to Surveillance. A Decision Making Framework prepared for the Ministry of Agriculture and Forestry, New Zealand* (disponible à l'adresse: www.biosecurity.govt.nz/files/pests/surv-mgmt/surv/review/economic-model.pdf).

afin de faciliter les échanges mais que les contraintes les plus fortes peuvent ne pas relever du domaine SPS.

Participants

11. L'atelier sera ouvert aux délégués assistant à la réunion du Comité SPS. De plus, le FANDC financera la participation de quelque dix fonctionnaires de pays en développement. On identifie actuellement les experts de pays en développement impliqués dans l'utilisation de l'analyse économique dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux, qui seraient à même de faire part de leur expérience pendant la discussion plénière.

Résultats

12. L'atelier devrait sensibiliser les participants aux avantages et aux coûts (directs et indirects) de l'investissement dans le renforcement des capacités SPS, aux incidences potentielles des problèmes SPS sur le commerce, etc. Il apportera de nouveaux éclaircissements sur la façon dont l'analyse économique (y compris l'analyse du rapport coûts/avantages, l'analyse de la rentabilité, l'analyse multicritères de décisions, etc.) pourrait être utilisée plus largement dans les pays en développement afin d'améliorer l'attribution des ressources. Le FANDC utilisera les exposés et les discussions qui auront lieu lors de l'atelier pour établir une note d'information.

**ATELIER FANDC SUR LE RECOURS À L'ANALYSE ÉCONOMIQUE
POUR ÉCLAIRER LA PRISE DE DÉCISIONS
DANS LE DOMAINE SPS
30 OCTOBRE 2009**

PROJET DE PROGRAMME

10 heures Allocution de bienvenue et remarques liminaires

10 h 15 Séance 1. Évaluer les avantages, les coûts et les effets de répartition de l'adoption de meilleures pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires

Lors de cette séance, on examinera les coûts, les avantages, les incidences et les effets de répartition de la mise en œuvre de meilleures pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, sur le plan de la santé des consommateurs et de l'accès aux marchés. Les recherches sur les coûts et les avantages pour la santé publique et l'accès aux marchés du programme de lutte contre les salmonelles au Danemark seront présentées. Des données d'expérience et des leçons seront tirées des recherches conduites par le Département de l'agriculture des États-Unis au sujet des incidences sur le marché et des coûts et avantages des programmes de lutte contre les agents pathogènes (par exemple concernant le système HACCP et/ou les exportations d'oignons verts du Mexique vers les États-Unis).

- Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), Service de la recherche économique. Intervenant à confirmer.
- Lutte contre les salmonelles: Avantages, coûts et effets de répartition. Intervenant à confirmer.
- Discussion.

11 h 30 Séance 2. Coûts et avantages de la prévention des maladies animales et de la lutte contre ces maladies en "temps de paix" et en réponse à des épidémies

Lors de cette séance, on examinera les coûts et les avantages de la prévention de maladies animales et de la lutte contre ces maladies en "temps de paix" et en réponse à des épidémies. Des exemples tirés d'études économiques récentes menées par l'OIE et la FAO seront présentés. Les coûts directs et indirects des épidémies de maladies animales spécifiques (comme la grippe aviaire ou la fièvre aphteuse) pour des pays/régions spécifiques seront examinés, ainsi que les coûts génériques des services vétérinaires opérationnels qui satisfont aux normes de l'OIE en "temps de paix". Les exposés illustreront le rôle que l'analyse économique peut jouer pour soutenir la prise de décisions responsables dans les domaines de la politique et de la stratégie, ainsi que les problèmes rencontrés.

- Coûts de la prévention par opposition aux coûts de la gestion d'épidémies de maladies animales dans le monde. Alain Dehove, coordonnateur, Fonds mondial pour la santé et le bien-être des animaux, OIE.

- Coûts des systèmes nationaux de prévention des maladies animales et des zoonoses: Une perspective systémique. Consultant principal (Agras CEAS) pour l'étude de l'OIE.
- Impact économique de la lutte contre la fièvre aphteuse et de son éradication aux Philippines. Reildrin Morales, chef de la Section de lutte contre les maladies, Bureau des productions animales, Philippines.
- Discussion.

13 heures Déjeuner

15 heures Séance 3. Évaluer les effets économiques des investissements dans les programmes de contrôle phytosanitaire

Lors de cette séance, on examinera les coûts et les avantages des investissements dans les capacités phytosanitaires, à partir des exemples du Belize et de la région Asie-Pacifique. Les exposés seront fondés sur des études entreprises par le Service bélizien de protection zoosanitaire et phytosanitaire (BAHA) pour déterminer (ex ante) l'attribution des ressources dans le domaine phytosanitaire et par le Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR) pour évaluer a posteriori l'incidence des investissements dans plusieurs pays de la région Asie-Pacifique entre 1984 et 2007.

- Analyse des coûts et des avantages pour ce qui est de la cochenille rose au Belize. Hernan Zetina, coordonnateur du Programme de lutte contre la mouche méditerranéenne, Service bélizien de protection zoosanitaire et phytosanitaire (BAHA).
- Recourir à l'analyse économique et à l'analyse du rapport coûts/avantages pour évaluer les activités après la frontière en Nouvelle-Zélande. M. Douglas Birnie, Directeur, Direction de la politique et de la gestion des risques, Service néo-zélandais de la biosécurité, Ministère de l'agriculture et des forêts de la Nouvelle-Zélande.
- Quantifier les investissements dans les activités de recherche et développement portant sur la mouche des fruits dans la région Asie-Pacifique. Paul Vitolovich, Directeur de la section SPS et Conseiller spécial, Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts, Australie.
- Discussion.

16 h 15 Séance 4. Incorporer, dans la pratique, l'analyse économique dans la prise de décisions dans le domaine SPS

Lors de cette séance, on examinera, sur la base des exposés et discussions précédents, les approches et stratégies pratiques visant à recourir davantage à l'analyse économique dans les processus de prise de décisions liés au domaine SPS, et les avantages escomptés. Les exposés porteront sur ce qui est requis pour intégrer l'analyse économique dans la prise de décisions dans le domaine SPS, ainsi que sur les problèmes rencontrés (par exemple la disponibilité des données et du savoir-faire) et les besoins futurs en matière de coopération technique dans le domaine SPS.

- Outils et approches pour une utilisation de l'analyse économique dans la prise de décisions dans le domaine SPS. Spencer Henson, professeur, International Food Economy Research Group, Université de Guelph, Canada.
- Intégrer l'économie dans l'évaluation des risques pour éclairer la prise de décisions dans le domaine SPS. Clare Narrod, chargée de recherche principale, marchés, commerce et institutions, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- Adopter une approche fondée sur la chaîne de valeur dans l'analyse économique pour la grippe aviaire. FAO. Intervenant à confirmer.

17 h 45 **Remarques finales et clôture, FANDC**
